

Détruire les armes atomiques

Jacques Testart - *Les Z'indigné(e)s*, automne 2012

(l'article original était ici : <http://jacques.testart.free.fr/index.php?post/texte910>)

L'opposition au nucléaire militaire est largement en veilleuse depuis que des accords dits « de désarmement » laissent croire que les bombes sont en voie de disparition alors que ce sont seulement les essais qui sont interdits... Pour le nucléaire civil au contraire, l'hostilité n'a jamais été aussi vive, renforcée par la démonstration récente (à Fukushima) que « le risque 0 n'existe pas » malgré tous les discours pour rassurer, et que le jeu avec la mort ne vaut pas la chandelle électrique. Sortir du nucléaire civil au plus vite est une décision qui va forcément s'imposer mais après combien de nouvelles victimes, après quelles atteintes irréversibles à la planète et à ses habitants ? Mais les populations doivent aussi se souvenir que des stocks énormes de bombes, dans des pays de plus en plus nombreux, menacent l'humanité comme jamais. Il faut sortir complètement du nucléaire.

Pour Jacques Chirac l'arsenal nucléaire permettrait à la France de « rester une grande puissance » et pour Nicolas Sarkozy il serait « l'assurance-vie de la nation » tandis que tous les pro nucléaires s'accordent pour faire croire que c'est « l'équilibre de la terreur » qui a préservé la paix entre les deux grands blocs. Alors on se contente de traités pour limiter les arsenaux nucléaires plutôt que de décisions courageuses pour les éliminer, seule façon d'assurer qu'ils ne seront pas utilisés. Pourtant les exploits de la bombe sont patents et déjà terribles : 400 000 morts pour Hiroshima- Nagasaki, mais il faut y ajouter ceux des armes à uranium appauvri et ceux des essais nucléaires. Ainsi Jean Rostand, pionnier du combat contre les armes nucléaires (1), décomptait 315 explosions atomiques en 1962. Pourtant, le nucléaire se pare de la banalité du mal si on ne fait que compter des morts, mesurer des territoires abandonnés, évaluer des coûts de réparation, même si on ajoute à ce sombre tableau les innombrables victimes handicapées, comme il arrive dans tous les crimes guerriers. C'est que, mise au service de la guerre ou de la production énergétique, la fission de l'atome peut tuer dans la violence des guerres ou des catastrophes mais elle tue aussi lentement ou pollue durablement les êtres vivants par les radiations qu'elle génère, sans qu'on soit encore capables d'évaluer le degré de ces atteintes, essentiellement faute de chercher sérieusement à le savoir.

Ainsi, l'enregistrement des victimes d'un accident nucléaire concerne les maladies graves détectées à court terme sur les personnes exposées et leur descendance immédiate. Les pastilles d'iode, distribuées comme des hosties lors des alertes atomiques, évitent l'apparition des effets les plus immédiats des contaminations radio actives (cancers thyroïdiens) mais la focalisation sur la thyroïde sert aussi à masquer les effets des autres radioéléments, d'action beaucoup plus tardive.

Il existe un postulat solide : seule la première génération, celle qui est enfantée dès l'irradiation, serait susceptible de conséquences pathologiques (qu'elle est susceptible de transmettre à sa propre descendance). Les enfants conçus ultérieurement par les personnes irradiées seraient forcément indemnes puisque les cellules de réserve de la lignée germinale (qui deviendront les gamètes) ne se divisent pas et seraient ainsi abritées des effets génétiques des radiations. Or, on dispose de données expérimentales qui montrent que les modifications induites dans l'ADN par des substances chimiques ou radioactives concernent aussi les cellules souches des gamètes et sont donc retrouvées pendant les

générations ultérieures, au delà de la première. De telles modifications de l'ADN germinal ne sont pas nécessairement des mutations de gènes mais peuvent consister en des altérations dans la partie dite « non codante » de l'ADN. On rappellera que, considérée longtemps à tort comme « ADN poubelle », cette part majoritaire de la molécule (plus de 95%) apparaît aujourd'hui comme un régulateur important des fonctions du génome... Rien ne prouve que ces altérations, même discrètes, de l'ADN non codant sont sans conséquences pour la santé de toutes les générations de descendants . C'est dire qu'on ne peut plus affirmer que les conséquences des irradiations sont limitées dans le temps (d'autant que nombre de radioéléments demeurent actifs pendant des milliers d'années...), et qu'il est possible que la radio activité , même à faible dose, entraîne des changements irréversibles de notre espèce (et évidemment de toutes les autres espèces vivantes). Nombre d'antinucléaires sont victimes de la propagande qui les amène à négliger ce risque génomique, privilégiant l'effroyable décompte des morts sur la modification discrète des survivants.

Les partisans du nucléaire ont défini un seuil de radiations qui permettrait de « coexister » avec cette source de mort. Il n'y a aucun seuil de radiation tolérable si on veut préserver la santé des êtres vivants car toute nouvelle contamination, serait-ce à dose infinitésimale, vient se cumuler avec les contaminations antérieures pour produire des altérations physiologiques et surtout créer une situation propice à des mutations du génome. L'arbitraire (et donc la non scientificité) de tels seuils est révélé quand, après la catastrophe de Fukushima, la « dose maximum admissible » de radioactivité a été relevée de 1 à 20 mSv pour les écoliers, et à 250 mSv pour les liquidateurs, malgré les protestations de la population locale ! Pourtant, le dogme de la proportionnalité du danger avec la dose d'un produit toxique a volé en éclat : on reconnaît désormais l'effet cumulatif de très faibles doses pour les perturbateurs endocriniens ou les molécules cancérigènes surtout quand c'est l'embryon qui se trouve exposé. Et pour les herbivores comme pour les humains le danger va croissant, essentiellement par la consommation de ces végétaux. La France est le troisième pays pour le nombre d'ogives nucléaires et, outre leur atteinte à la morale, leur entretien nous coûte environ 5 milliards d'euros chaque année. Le non respect du Traité de Non Prolifération Nucléaire (1992) a encouragé la prolifération. Ainsi, nous sommes passés de 5 à 9 puissances nucléaires, et d'autres Etats (environ 35) pourraient le devenir. C'est seulement par un désarmement nucléaire mondial généralisé et contrôlé qu'on pourrait empêcher cette dissémination, une solution souhaitée par une grande majorité des français (sondage IFOP, mars 2012). Or, le président Hollande s'est rallié à la dissuasion nucléaire bien que cette stratégie ruineuse et suicidaire soit contestée aussi par des militaires de haut rang comme les généraux Copel et Norlain.

Jacques Testart - *Les Z'indigné(e)s*, automne 2012

(1) In Alain Dubois : Jean Rostand, un biologiste contre le nucléaire, Ed Berg international, 2012